

Daniel Lindenberg : « Loin de reculer la révolution conservatrice se voit favorisée »

Dans un entretien qu'il a accordé au « Monde » quelques semaines avant son décès survenu le 12 janvier, l'historien des idées analyse l'état des forces du courant « néoréactionnaire » depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

LE MONDE | 14.01.2018 à 19h10 | Propos recueillis par Nicolas Truong

Quelque temps après la victoire d'Emmanuel Macron, et observant le désappointement du courant que Daniel Lindenberg qualifiait de « *néoréactionnaire* » vis-à-vis d'un président qui réhabilitait le « progressisme » face au « conservatisme », *Le Monde* avait proposé à l'historien des idées de réaliser un entretien sur le sujet. La maladie contre laquelle il luttait, tout comme le rythme de l'actualité, avait reporté ce projet. L'interview se fit par mail à la fin du mois de décembre 2017. Nous publions ci-dessous ce dernier entretien dans lequel Daniel Lindenberg montre, une nouvelle fois et malgré les circonstances, qu'il était un intellectuel capable de mettre la plume dans la plaie et de faire vivre le débat tout comme la République des idées.

Lire aussi : L'historien des idées Daniel Lindenberg est mort (livres/article/2018/01/12/l-historien-des-idees-daniel-lindenberg-est-mort_5241060_3260.html)

La présidence d'Emmanuel Macron signe-t-elle une défaite – même momentanée – des néoréactionnaires, qui avaient, lors de la présidentielle, soit opté pour François Fillon, soit pour Marine Le Pen ?

Parler de défaite serait imprudent, surtout dans la mesure où vous choisissez comme critère les résultats électoraux. En réalité, c'est le coup d'arrêt donné à la progression jugée irrésistible de la dynamique néoréactionnaire qui a changé au moins pour un temps le climat idéologique en réhabilitant, par exemple, l'adjectif « progressiste » face à ce que le président appelle « conservatisme » et qui n'est pas obligatoirement une catégorie politique, mais une ouverture vers un optimisme jusque-là disqualifié.

Il n'est plus honteux aujourd'hui de penser que les nouveaux réacs ne sont pas « dans le sens de l'histoire », vu qu'ils représentent une survivance d'idées rétrogrades, y compris chez des penseurs que l'on se plaît à classer comme progressistes. Mais cette bouffée d'optimisme reste fragile car il faut tenir compte du climat particulier de l'élection de Macron et de l'absence, par exemple, d'intellectuels de référence qui porteraient au même niveau d'autorité la nouvelle parole « progressiste ». Peut-être trouvera-t-on des éléments possibles dans le livre de Michel Serres *C'était mieux avant ! [Le Pommier, 96 p., 5 €]*.

La réhabilitation du progressisme au détriment du conservatisme par le président de la République marque-t-elle le début de la fin d'une hégémonie intellectuelle, celle de la « révolution conservatrice » en cours ?

Ce qui précède explique qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, et que quelques propos isolés contredisent par ailleurs d'autres du président et n'annoncent nullement un quelconque renversement global, ce qui, d'ailleurs, ne serait pas dans ses possibilités. Il suffit de penser au succès très net de la mouvance Charlie Hebdo contre le bloc beaucoup moins puissant qui soutient Edwy Plenel et Mediapart pour se convaincre que, sur les questions toujours centrales de l'islam et de la soi-disant laïcité, le rapport de forces n'est pas prêt d'être renversé.

Emmanuel Macron et certains ministres de son gouvernement n'ont-ils pas, par ailleurs, récupéré des éléments de langage du néoconservatisme ambiant ?

C'est un fait que le discours de certains ministres du président, je pense à Jean-Michel Blanquer dans le domaine de l'éducation ou encore celui de Gérard Collomb dans celui de l'islam et de la laïcité, n'est nullement en rupture avec les éléments de langage les plus rétrogrades sur ces questions. Ce qui entretient pour le moins la confusion ; cette confusion permet que ce soient les

mêmes intellectuels qui soient plébiscités par des organes de droite comme *Le Figaro*, *La Revue des deux mondes*, *Le Point*, *Valeurs actuelles* et des organes réputés encore être de Gauche (*L'Obs*, *Marianne* et *France-Culture*).

Comment expliquez-vous la banalisation des interviews d'intellectuels de gauche dans la revue « *Eléments* » ?

La revue *Eléments* a été créée par les intellectuels d'extrême droite qui, voyant la stérilité des stratégies de la violence, ont privilégié ce qu'ils appellent « le combat des valeurs », c'est-à-dire la séduction par la supériorité des arguments (ou de l'argumentation). Les intellectuels de gauche sont flattés par cette attention qui leur est portée par les représentants en pointe de la révolution conservatrice. Ils éprouvent la sensation toujours enivrante de dîner avec le diable tout en sortant d'un certain ghetto. La revue *Eléments*, créée en 1975, remplit depuis des années cette fonction qui avait d'abord été celles de revues communistes ou communistes (*La Pensée*, *La Revue internationale*).

Les intellectuels progressistes ont-ils un nouvel espace pour contrer les néoréactionnaires, comme l'a illustré le succès de « *Histoire mondiale de la France* » ?

En effet, le succès d'ouvrages à vocation encyclopédiques comme *L'Histoire mondiale de la France*, sous la direction de l'historien progressiste Boucheron, est un signe encourageant. Le fait que cette nouvelle école se soit affranchie à la fois de la vulgate rétrograde ou spiritualiste et des débris des dogmatismes marxistes ouvre des perspectives inespérées pour en finir avec les chaînes de la période précédente, que symbolisaient le choix impossible entre islamophobie et Indigènes de la République. Ce choix n'est sûrement pas celui de Macron, mais on peut lui accorder que c'est lui qui a permis d'échapper à ce dilemme mortifère.

La nouvelle donne géopolitique mondiale n'offre-t-elle pas une opportunité aux partisans de l'émancipation et des sociétés ouvertes ?

Bien sûr, comme le dit la sagesse populaire, lorsqu'on a touché le fond, on ne peut que remonter, mais dans le cas d'espèce, cette nouvelle donne géopolitique ou géo-idéologique n'offre à mon sens que des raisons de désespérer, au moins pour une certaine période. Loin de reculer, la révolution conservatrice se voit favorisée par les effets conjugués des mises en cause de ce que ses ennemis appellent sans beaucoup de rigueur les idéologies du progrès prétendument attribuables essentiellement aux deux guerres mondiales. Je veux dire les conséquences positives qu'on a tirées des deux guerres. Ces dernières ont plongé notre époque dans un cercle vicieux. L'optimisme que présuppose votre question me paraît largement injustifié. Ce n'est pas la perspective de nouvelles révolutions démocratiques devant laquelle nous nous trouvons placés mais pour aller au pire la perspective effrayante d'une apocalypse nucléaire.

Propos recueillis par Nicolas Truong